

L'autorité en crise démocratique

JEAN-PIERRE LEBRUN

Nul ne le contestera : la pratique quotidienne de la démocratie est devenue bien difficile et nous nous donnons ici, en tant que psychiatre et psychanalyste, la tâche de tenter d'en rendre raison.

La démocratie est définie au *Robert* comme doctrine politique d'après laquelle la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens. Alain Rey, dans son dictionnaire historique de la langue française, rappelle que *Demokratia* est formé de *démos* (territoire puis peuple) et de *kratein* (commander). Il précise ensuite que le mot désigne un système de gouvernement antique, celui des cités grecques mais que c'est sous la Révolution française qu'il est appliqué à la vie politique en opposition avec l'Ancien Régime où c'était la royauté et l'aristocratie qui étaient aux commandes de la vie collective. Est ainsi rejoint le propos de Tocqueville pour qui c'est bien le principe égalitaire, ce qu'il a appelé « l'égalité des conditions », qui est le trait spécifique de la démocratie¹. Relevons néanmoins dans la définition le mot de *souveraineté* et l'étymologie de *kratein*, *commander*, pour la définir.

UNE MUTATION EN COURS

À partir du constat d'une telle mutation – de l'inégalité vers l'égalité² – nous pouvons lire l'évolution de l'organisation de la vie collective des êtres

1. Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1967.

2. Certains pourraient aussitôt rétorquer que c'est loin d'être le cas, que c'est bien toujours l'inégalité qui prévaut, par exemple, du point de vue économique, mais reconnaitre ceci n'est pas

Cités 100, Paris, PUF, 2024

parlants. Nous sommes – au moins dans nos sociétés occidentales – passés d'un lien social conçu comme pyramidal depuis plusieurs siècles où la verticalité et la différence des places et des statuts avait d'emblée toute sa légitimité – ce qui justifiait la différence entre les aristocrates et les autres – à un lien social où c'est l'horizontalité qui est devenue l'objectif spontanément partagé par tous avec, de ce fait, l'accentuation d'une volonté égalitaire, pouvant aller jusqu'à l'égalitarisme. Remarquons par ailleurs que cela correspond à la fin de l'organisation sociale modelée sur le religieux. Ce dernier signifiant pour nous – nous suivons ici la thèse de Marcel Gauchet¹ – une façon de vivre ensemble au-delà de la seule foi partagée.

Le monde d'hier, organisé par la différence implicite des places, impliquait donc d'accorder spontanément une légitimité à la place différente des autres, que j'ai appelée place d'exception et qui correspond à celle du sommet de ladite pyramide. Mais en cette fin de XVIII^e siècle, l'histoire accouche d'un état social entièrement nouveau dont Tocqueville s'est fait le lecteur et l'interprète : « la société change de forme et l'humanité de conditions », écrira-t-il dans son avertissement à la réédition de son ouvrage princeps *De la démocratie en Amérique*².

En effet, l'évolution vers une société horizontale s'est dès lors donnée comme objectif l'égalité pour tous et laisse ainsi penser que l'idéal démocratique serait atteint lorsque tous les citoyens seraient non seulement égaux en droits, mais tout autant en places et en chances ; le risque d'une confusion s'est alors aussitôt installé : l'égalité des droits devait aussi bien parvenir à l'égalité des places. De ce fait, plus question d'accepter la légitimité de celui qui occupe ce que j'ai appelé la place d'exception³, celle du chef dans le monde d'hier, celle du commandeur, ou de l'au-moins-un qui dirige, place qui hier était implicitement reconnue comme pouvant se soutenir de celle de Dieu. En effet, le fait que d'aucuns pouvaient se légitimer de ce dernier définissait l'Ancien Régime – le monde d'hier – et il devenait dès lors essentiel avec le passage à la démocratie de remettre en question quiconque se soutenait de cette place du sommet de la pyramide.

contradictoire avec prendre acte que le vœu égalitaire est aujourd'hui prévalent contrairement au monde d'hier où étaient clairement identifiés et acceptés ceux qui étaient les chefs et ceux qui ne l'étaient pas.

1. Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

2. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1961.

3. Je l'ai nommée ainsi mais ce n'est nullement à entendre comme impliquant une quelconque exceptionnalité de la part de celui qui occupe cette place.

Notons aussi que c'est la science qui a rendu possible cette remise en cause : rappelons, par exemple, que ce sont les connaissances de Galilée qui ont permis de remettre radicalement en question la conception géocentrique du pape Urbain VIII.

L'égalité pour tous est donc devenue l'objectif à atteindre et c'est ainsi qu'à partir des Lumières, a pu émerger le moment 1789 qui a remis en question – jusqu'à lui couper la tête – celui qui occupait la place du sommet de la pyramide. Désormais, ce n'était plus le roi qui dirigeait le pays mais le peuple ! Mais dans la poursuite de ce mouvement d'émancipation, le bien-fondé d'encore occuper la place du sommet a été progressivement remis en question, au point qu'il est devenu aujourd'hui quasiment légitime de remettre en cause la pertinence de la place elle-même.

C'est là qu'un pas de plus a été fait que l'on peut très bien situer dans l'événement mai 68 : il ne s'agissait plus seulement de pouvoir contester celui ou celle qui occupait la place d'exception, il s'est agi de récuser la légitimité de la place elle-même. D'où qu'*il était interdit d'interdire*, comme le rappelait le slogan de l'époque. C'est d'ailleurs aussi à partir de ce moment que la démocratie a été souvent lue comme une modalité d'un lien social « *sans père* ». C'est, par exemple, l'expression qui est revenue dans tous les films qui commémoraient le cinquantenaire de mai 68 que j'ai eu la possibilité de visionner.

Mais on pourrait se demander s'il ne s'agissait pas là d'un pas de trop. Car la différence des places reste néanmoins toujours à l'ordre du jour, ce dont précisément témoigne ce que nous venons de relever dans la définition de la démocratie, à savoir le mot de *souveraineté* et son étymologie *kratein, commander*.

Ce pas de trop n'a pas été sans conséquences car c'est alors toute autorité qui s'en est retrouvée quasiment illégitime et donc difficilement praticable tant celle-ci était alors d'emblée lue comme une domination dont il s'agit de s'affranchir. Évoquons, par exemple, la difficulté actuelle à l'école qui ne tient pas seulement à ce que l'enseignant ne dispose plus de la même autorité que celle d'hier, mais à ce que le seul fait de se référer à celle-ci n'a plus aucun bien-fondé ; comme si reconnaître son existence allait aussitôt à l'encontre de l'exigence d'égalité pour tous.

DES IRRÉDUCTIBLES QUI RESTENT

Cette façon de penser les choses s'est pourtant largement répandue et, d'une manière générale, c'est bien alors à un égalitarisme que nous nous

sommes retrouvés confrontés. Au point qu'à chaque fois qu'une limite à ce vœu d'égalité est évoquée, ce point de vue est lu comme une position politique de droite, voire d'extrême droite. Nous y reviendrons.

Cette lecture simpliste a en effet fini par se donner l'objectif, lui-même infini, de viser davantage d'égalité jusqu'à vouloir obtenir une égalité des chances pour tous ; c'est ainsi que c'est un « égalitarist » qui a été, sans le dire, mis au programme.

Pourtant, viser une telle égalité sans limite est et restera d'emblée une tâche impossible pour au moins trois raisons : la première, c'est qu'il faudra toujours disposer d'une place de surplomb, fût-ce pour pouvoir imposer les exigences du collectif à chacun. La deuxième, c'est que la différence des places est constitutive des êtres parlants et qu'elle ne peut donc pas être escamotée, et la troisième, c'est que cette inégalité des places est inscrite en chacun de nous, comme le fait d'ailleurs entendre le mot « enfant », « in-fans », autrement dit « non parlant ». Depuis la nuit des temps, c'est tout le travail de l'éducation et de la transmission que de passer de la dépendance de l'enfant à l'égard de ses parents à une position d'autonomie. C'est donc bien à une inégalité des places que chacun est d'abord confronté et celle-ci ne peut être effacée.

Autrement dit, contrairement à l'idéal égalitaire quand il se veut égalitariste, il est tout simplement impossible de penser un vivre ensemble qui ne soit qu'horizontal ; une horizontalité sans verticalité ou l'inverse n'a aucune pertinence logique, puisque chacune des deux dimensions n'a d'existence qu'en se référant à l'autre ; en revanche, on peut penser que vertical et horizontal pourraient coexister autrement qu'en donnant, comme c'était le cas hier, tout pouvoir à la verticalité – ce qui, faut-il le rappeler, a pu d'emblée légitimer l'excessif, voire le franchement abusif. Rappelons entre autres traits, mais non des moindres, que la présence de cette verticalité a impliqué pendant des siècles que la chefferie soit reconnue comme un privilège attribué aux mâles : c'est bien cette manière de penser qui a été progressivement remise en cause, simplement parce qu'elle portait à des conséquences qui étaient loin d'être les plus heureuses. Pour exemplifier ce que peut amener de progrès un tel nouveau monde, nous pouvons évoquer le milieu du cinéma et de la télévision qui s'est montré particulièrement touché par le machisme ; ce n'est que sous la houlette de cette remise en cause de la verticalité d'hier, qu'a pu être levée la chape de plomb qui occultait les excès et abus qu'ont exercés beaucoup d'hommes dans ce milieu avec parfois d'ailleurs la complicité plus ou moins passive de certaines femmes.

On peut ainsi penser que l'évolution vers davantage d'égalité a non seulement permis de mettre en évidence des inégalités qui jusque-là restaient invisibilisées et a rendu possible de vouloir et même de pouvoir y mettre fin. Mais plus radicalement encore, repérons que cette évolution s'est avérée porteuse d'une volonté collective de donner davantage de place à la singularité de tout un chacun et ceci pour tous les citoyens qu'ils soient hommes ou femmes. Et c'est certainement ainsi que l'on peut le mieux entendre la pertinence de l'espoir collectif mis dans cette évolution.

C'est donc en toute logique qu'aujourd'hui, avec cette mutation de modèle, les femmes – disons-le en forme de boutade – sont devenues des hommes comme les autres. Les revendications des femmes à disposer des mêmes possibilités que les hommes, même si elles n'ont pas encore abouti autant que souhaité, sont entièrement congruentes avec le renversement que nous décrivons.

Bref, il est aujourd'hui devenu légitime de relativiser ce qu'autorisait hier cette place d'exception, mais cela n'équivaut nullement pour autant à pouvoir la faire disparaître. Ainsi, nous voulons faire entendre que ce nouveau monde, aussi prometteur soit-il, ne parviendra pas à évacuer la différence des places ; il pourra certes permettre de la relativiser mais il ne pourra aboutir à l'effacer entièrement, ce que vient rappeler à juste escient la formulation même du mot « démocratie » dans laquelle restent toujours présentes, comme nous l'avons fait remarquer, les implicites notions de souveraineté et de commandement.

Mais cette mutation de régime présente une deuxième difficulté à sa mise en œuvre ; c'est qu'on oublie facilement, dans ce programme vers davantage d'égalité, que nous faisons société entre êtres parlants et que la parole qui spécifie notre humanité¹ a ses exigences et impose ses contraintes, que nous le voulions ou pas. Notre spécificité d'humains implique d'en passer par le système symbolique du langage et ceci oblige chacun à en assumer ses déterminants.

Ainsi, il y aura toujours une inégalité entre la place du locuteur et celle de l'auditeur. Certes, on nous répondra trop facilement que ces places ne sont pas pour autant inégales mais qu'il faudrait les considérer comme « égales et différentes » ! Mais c'est ne pas regarder la réalité en face, car il y a effectivement un avantage à la position de locuteur sur celle d'auditeur ; celui qui énonce une parole a l'avantage de pouvoir dire en premier et par là même d'imposer une orientation à celui qui l'écoute ; autrement dit,

1. Alain Bentolila, *Nous ne sommes pas des bonobos*, Paris, Odile Jacob, 2021.

l'auditeur est contraint de prendre en compte – ou de refuser – ce qui est dit par le locuteur et il pourra bien sûr à son tour prendre la place de locuteur mais cela n'efface pas l'avantage du premier locuteur d'avoir pu orienter les choses selon son vœu. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que ces places de locuteur et d'auditeur étaient, dans le monde d'hier, occupées la plupart du temps respectivement par les hommes et les femmes. Il s'agissait bien en effet de déterminer d'emblée une hiérarchie aujourd'hui remise en question à juste titre.

Celle-ci n'est en effet certainement plus à l'ordre du jour mais il n'en restera pas moins toujours une dissymétrie que nous devons reconnaître comme étant de structure car elle dépend du fait que nous sommes organisés par la parole.

Autrement dit, pas d'accès possible à une toute égalité, à une horizontalité totale. Il sera toujours nécessaire, qu'on le veuille ou non, de laisser sa place à un minimum de verticalité fût-ce en le qualifiant comme l'écrivait Beckett d'*imminimisable minime minimum*¹.

Enfin, il faut indiquer une troisième raison à la difficulté de prétendre à l'égalité totale : ce n'est pas spontanément qu'émerge ladite égalité ; elle est en revanche toujours un objectif à atteindre à partir d'une inégalité irréductible entre les parents et l'enfant. C'est tout un travail pour l'enfant que de parvenir progressivement à occuper, lui aussi, une place de locuteur. Mais au départ de son existence, il est sous la dépendance des premiers autres qui l'entourent et ce n'est pas en le pensant, comme souvent aujourd'hui, capable d'autodétermination que l'on fera disparaître le trajet qu'il lui faut accomplir – ce qu'on appelle communément « grandir » – pour prendre la parole en son nom propre.

Ce sur quoi nous voulons ici insister, c'est qu'il s'agit toujours pour un enfant de devoir faire avec le donné de départ qu'il n'a pas choisi, ceci recouvrant son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance, son anatomie, son sexe, ses parents, la langue dans laquelle il a été accueilli, son milieu social et culturel... Et c'est faire avec ce qu'il n'a pas choisi qui s'avérera essentiel pour sa singularité.

Autrement dit, pour valoriser cette dernière, il ne suffit pas d'encenser les particularités d'un chacun, il convient que celui-ci intègre ce qu'il doit à la collectivité qui est la sienne, bref, qu'il accepte – quitte à le refuser – ce qui lui a été transmis.

1. Samuel Beckett, *Cap au pire*, Paris, Éditions de minuit, 1991, p. 10.

On voit ainsi comment l'égalité des conditions promue comme idéal en démocratie n'en finira pas de buter sur de l'inégalitaire et qu'il s'avère très différent de penser pouvoir s'en libérer ou de continuer d'intégrer sa nécessité toujours effective.

DEUX LECTURES DIFFÉRENTES

Mais reprenons en ce sens le fil de l'évolution actuelle, car passer de la verticalité d'hier à l'horizontalité telle qu'elle est aujourd'hui promotionnée, peut se lire de deux façons différentes.

Soit, il s'agit du passage d'une organisation collective qui laisse sa place (royale) à l'exception, à une autre qui prétend pouvoir s'en passer et, pour ce faire, peut aller jusqu'à lui refuser désormais toute légitimité. Dans ce cas, il s'ensuivra évidemment une désolidarisation des deux dimensions, ce qui non seulement n'arrangera pas les difficultés que nous avons identifiées (nécessité de la place de surplomb, exigences de ce que parler implique et travail toujours à faire pour se séparer de ses premiers autres), mais surtout favorisera les méprises que cet effacement de la différence des places implique : incapacité de se référer à la Loi pour obtenir de tous son respect, inaptitude à faire fonctionner le langage comme tiers, impuissance à contraindre l'enfant à « grandir ».

Soit, cela peut être lu comme un renversement dû à ce que désormais, ce qui est mis à l'avant-plan, c'est une organisation sans exception, autrement dit espérant pouvoir se passer d'un chef, ceci n'empêchant pas de reconnaître qu'à l'arrière-plan, la place logique de l'exception ait toujours sa pertinence ; en ce dernier cas, il n'y aurait pas de désolidarisation entre vertical et horizontal ; il y aurait seulement une éventuelle illusion de croire pouvoir fonctionner sans exception, ceci nous permettant alors de rappeler ce qui aurait soi-disant disparu.

Si nous avons ainsi insisté sur ces trois difficultés qu'entraîne le déni de la différence des places, c'est parce qu'elles rendent compte du mal-être actuel de la démocratie.

La question qui se pose est en effet celle de savoir comment on peut organiser un lien social avec une telle volonté égalitariste sans plus nous soucier de donner sa place à ce qui fait exception. Et comment ne pas lire alors la rencontre de ce qui fait exception comme un retour à l'ancien modèle tout vertical dont nous aurions précisément voulu nous affranchir ? Autrement dit, comment rétablir qu'il y a toujours légitimité à la différence des places, même si est devenue prévalente l'égalité des droits ?

Il nous faudra supporter qu'il s'agît de lire cela comme un paradoxe auquel nous ne pouvons que nous confronter, faute de quoi nous nous condamnons à laisser se déliter la démocratie elle-même¹.

Le danger tient en effet à ce que, sous l'égide de cet égalitarisme, on n'arrive plus à reconnaître que les deux dimensions – horizontalité et verticalité – co-existent toujours, qu'elles sont une limite l'une pour l'autre, qu'elles sont toutes les deux bel et bien toujours à l'œuvre... même si ce n'est plus de la façon dont on le faisait dans le monde d'hier. Autrement dit, pas l'Une sans l'Autre, mais aussi pas l'Autre sans l'Une ou pas de verticalité sans horizontalité dans le monde d'hier et pas d'horizontalité sans verticalité dans le monde de demain.

Nous avons en effet assisté dans le monde d'hier aux excès de la verticalité lorsqu'elle se pensait comme *totale* et *immuable* mais nous avons aujourd'hui renversé la perspective : nous en sommes à une horizontalité qui, à son tour, se pense comme *totale* et prête du coup à un autre type d'excès.

Nous avons en effet produit depuis un demi-siècle des sujets qui n'ont plus été contraints de grandir, psychiquement, nous entendons, autrement dit, des enfants qui n'ont plus été obligés de renoncer à exercer leurs fantasmes de toute-puissance². Notre tâche d'analyste est de rappeler cet incontournable, et cela n'est pas à confondre avec une position qui serait de morale, pas plus qu'avec une position politique.

UNE CONFUSION REGRETTABLE

À cet égard, en effet, sont souvent confondues la tâche de prendre parti politiquement et celle de mentionner les irréductibles que nous impose l'usage de la parole.

On entend chaque jour que rappeler la nécessité d'une dissymétrie, d'une hiérarchie équivaut à être « de droite » quand ce n'est pas pire ! Pourtant nous ne sommes pas à l'endroit de prendre une quelconque orientation politique ; nous en sommes simplement à rappeler ce qu'impose la

1. C'est ici que se reconnaîtront ceux qui se réfèrent à l'enseignement de Lacan. Ce qu'il a formalisé dans son célèbre schéma de la sexuation (*Séminaire XX, Encore*, Paris, Seuil, 1975, p. 73), c'est comment il était possible de passer du tout vertical ou tout horizontal en nous servant de la catégorie du *pastout*. Nous savons que ce concept de *pastout* peut paraître ésotérique à un lecteur étranger à notre discipline mais c'est pourtant un concept qui peut nous aider à lire les difficultés de notre démocratie.

2. Je renvoie ici à l'un de mes derniers ouvrages, *Je préférerais pas*, Toulouse, Érès, 2022.

structure des êtres parlants que nous sommes, et à devoir constater qu'au nom de leur refus d'être de droite, ceux qui aujourd'hui se disent de gauche semblent complètement méconnaître ces contraintes au détriment de ceux-là mêmes qu'ils prétendent défendre.

S'ensuit une méprise sur la dimension subversive de la psychanalyse car celle-ci, au moment de sa naissance, a effectivement bien été émancipatrice et révolutionnaire ! Il suffit de rappeler que la parole donnée par Freud aux hystériques les dégageait de la totale verticalité du monde d'hier, celle où les femmes ne pouvaient soutenir leur énonciation qu'en se référant à leur père ou à leur mari. Les écouter en revanche, comme le fit Freud, a été à ce titre éminemment subversif.

Mais aujourd'hui, alors que c'est la totale horizontalité qui prévaut dans l'opinion commune, la subversion consiste plutôt à rappeler la pertinence du vertical, fût-ce *a minima* pour que le collectif – le commun – puisse avoir sa place dans la tête d'un chacun.

Il est d'ailleurs étonnant de devoir entériner le fait qu'aujourd'hui, tout à coup, la subversion consisterait à « être dans le vent » ou à mettre « son fauteuil dans le sens de l'histoire » comme le disait Aron de Sartre, et donc à valoriser à tout crin l'individu sans plus se soucier de l'appartenance au collectif. Mais « être dans le vent », comme le disait le philosophe Gustave Thibon, *est une ambition de feuille morte*¹ !

Avançons plutôt qu'aujourd'hui, la subversion résulte de rappeler ce que la psychanalyse a identifié comme lois de la parole et du langage, autrement dit de ce à quoi nous contraind d'être des « parlêtres » comme aimait à dire Lacan. En conséquence, en ces temps de totale horizontalité affichée comme programme, il ne faut pas craindre de rappeler le minimum de verticalité auquel nous sommes et restons contraints.

Ce qui implique évidemment que chacun assume cette contradiction car s'il y a du positif à attendre de cette volonté d'égalité, c'est à la condition qu'elle se reconnaisse inaccessible totalement. Car si elle continue à se vouloir totale, elle programme sans le savoir et surtout sans rien vouloir en savoir une absence de structuration de l'appareil psychique lui-même.

UNE ATTEINTE DE LA PSYCHE

Il nous faut en effet prendre la mesure du fait que, depuis un demi-siècle, la méprise se poursuit et que, bien évidemment, il s'ensuit que

1. Gustave Thibon, *L'Équilibre et l'Harmonie*, Paris, Fayard, 1976. Cité par Lisa Kamien-Hirsig, *La Grande Garderie*, Paris, Albin Michel, 2024.

plus d'un parent, enseignant, directeur, quiconque occupe la place d'exception, ne dispose plus de l'autorité suffisante – ce qui n'a rien à voir avec une autorité autoritaire – pour imposer légitimement à l'enfant ou l'adolescent de faire le travail nécessaire pour grandir psychiquement, c'est-à-dire d'abord d'accepter de renoncer à sa toute-puissance d'enfant et à la pensée magique qui l'accompagne.

Nous avons montré dans plusieurs de nos ouvrages, les conséquences de cette évolution qui a entraîné progressivement l'émergence d'un nouveau type de sujets davantage moutons de la pensée¹ que véritablement citoyens. Simplement parce que le fait d'avoir pu récuser les contraintes qu'implique le statut d'être parlant a permis à une « nouvelle économie psychique² » d'émerger et de devenir de plus en plus fréquente.

Il est vrai que, dans le monde d'hier, le pouvoir symbolique se faisait fort de garder la mainmise et d'exercer cette contrainte à « grandir »... mais, comme je l'ai déjà évoqué, au prix d'excès et d'abus qui depuis ont été largement dénoncés et dont nous espérons nous être progressivement débarrassés, voire nous débarrasser davantage encore. La tendance à exercer cette mainmise a toujours été puissante, sous le couvert d'une organisation au fonctionnement religieux.

Mais le développement de la science a autorisé la remise en cause de ce modèle religieux pyramidal. De plus, depuis un demi-siècle, cela a entraîné la possibilité de sortir du lien social fortement verticalisé avec toutes les conséquences que l'on pouvait et devait constater. Que cela apparaisse aux yeux de certains comme un véritable délitement civilisationnel – ce qui peut comporter sa part de vérité³ – n'est pas sans susciter des réactions violentes de défense comme cela se fait surtout entendre du côté des adeptes de la religion musulmane, sans doute parce que ceux-ci, n'ayant pas vraiment fait dans leur histoire le trajet émancipateur de la démocratie, paniquent de voir l'effondrement de la maîtrise que nous fait vivre la mutation actuelle.

Mais aujourd'hui, la place de l'exception est devenue d'emblée synonyme d'abus et d'excès de pouvoir : toute référence à l'autorité est perçue comme une domination dont il faudrait s'affranchir. Moyennant quoi, il nous faudrait supprimer toute référence à l'existence de cette place d'except-

1. Nous renvoyons ici au livre de Jean Slamowicz, *Les Moutons de la pensée. Nouveaux conformismes idéologiques*, Paris, Éditions du Cerf, 2022.

2. Charles Melman, *L'Homme sans gravité*, entretien avec Jean-Pierre Lebrun, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 2002.

3. Cf. à ce sujet par exemple Amin Maalouf, *Le Naufrage des civilisations*, Paris, Grasset, 2019.

tion comme si celle-ci n'était pas inscrite dans la structure de l'être parlant et comme si celui ou celle qui l'occupait pouvait alors être identifié comme responsable des inégalités dont nous voulons, à juste titre, nous libérer.

Du fait d'être transformé en profondeur par ce que j'ai appelé, à la suite de Gramsci, ce « changement d'hégémonie culturelle ¹ », chacun de nous tend implicitement à promouvoir un fonctionnement collectif hostile à quiconque rappelle la pertinence de la place d'exception, de supériorité, de pouvoir sur autrui. Cette attitude contrevient avec les exigences de la structure langagière, car la place d'exception est comme la trace ombilicale de ce que nous sommes des *parlêtres*.

Ce sont ces exigences auxquelles il nous faut donner leur place. L'urgence n'est plus tant aujourd'hui dans la montée aux barricades quelles qu'elles soient, mais dans le rétablissement de ce qui s'avère nécessaire à ce que la scène de la parole – la conversation ² – soit à nouveau praticable.

Or, pour le dire certes trop rapidement, les citoyens identifient le gouvernement d'État – voire son chef – comme responsable de l'état de fait actuel, alors que celui-ci est d'abord la conséquence de la bascule de l'hégémonie culturelle en train d'opérer ses effets : le passage de l'individu comme membre d'une collectivité à l'individu comme élément princeps de la société.

Ce que nous avons alors à défendre et à promouvoir en priorité, c'est que les exigences de la structure langagière soient respectées aussi bien par les gouvernés que par les gouvernants.

Car une position éthique ne peut se satisfaire d'épouser les revendications individuelles aussi légitimes soient-elles. Cela était certainement de mise du temps de Freud et même de Lacan, tant la prégnance du collectif était alors encore d'emblée déterminante. Mais ce n'est plus le cas : c'est l'individu qui est aujourd'hui en position de force.

Et rappeler que le collectif n'a d'autre fonction que de brider le singulier équivaut à crier avec la meute et adhérer à la jouissance de pouvoir « être contre » en confondant « contre-pouvoir » et « contre le pouvoir ». S'il demeure important de dénoncer les errances des pouvoirs en place et particulièrement la corruption de certains de ses représentants, cela ne nous autorise nullement à ne rester que du côté de l'individu à l'heure précisément où le poids qui lui est désormais donné va à l'encontre du poids

1. Je renvoie pour cette expression à l'un de mes derniers ouvrages, *Un immonde sans limite*, Toulouse, Érès, 2020, en particulier le chap. 1.

2. Voir le récent ouvrage de David Le Breton, *La Fin de la conversation ?*, Paris, Métailié, 2024.

donné au collectif : c'est à ce glissement qu'il s'agit aujourd'hui de faire obstacle.

Dans son abécédaire, Gilles Deleuze répondait à la question de savoir ce qu'étaient la gauche et la droite : « être de gauche, c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi : être de droite, c'est l'inverse¹ ».

Aujourd'hui gauche et droite sont devenus des concepts incertains, que les uns et les autres se permettent pourtant de s'infliger sans vergogne car ce qui a changé, c'est la prévalence donnée à l'individu. Ainsi, qu'ils soient de gauche ou de droite, ceux-ci se préoccupent surtout de partir d'abord d'eux-mêmes : la droite, en voulant préserver ses acquis sur le plan patrimonial et économique, la gauche, en soutenant d'emblée toute revendication individuelle quelle qu'elle soit.

Nous voilà donc bien contraints à poser la question dérangeante : et s'il nous fallait reconnaître – plutôt que de continuer à le dénier – que la mutation dans laquelle nous sommes engagés n'a pas pris la mesure du fait qu'en n'inscrivant plus à son programme ce que nécessite la structuration psychique, à savoir de renoncer à la toute-puissance de l'enfant, elle s'est contentée de rester dans l'ivresse de se libérer de la tyrannie verticale d'hier ? Elle aurait ainsi miné sans le vouloir, mais aussi sans rien vouloir en savoir, les ressorts de ce qui pourtant reste indispensable pour faire un sujet citoyen adulte assumant sa contradiction, sa division, et se trouvant donc ainsi à la hauteur de sa tâche.

1. Gilles Deleuze, *L'Abécédaire*, DVD, éditions Montparnasse, 2004.